

REVUE MENSUELLE

REVUE MENSUELLE DES DÉVELOPPEMENTS POLITIQUES AU BURUNDI



Revue Mensuelle

DE MAP BURUNDI-BUHIRE

Le Mouvement d'Actions Patriotiques, MAP-BURUNDI BUHIRE suit avec beaucoup d'inquiétude la succession des développements alarmants qui émaillent la vie politique du Burundi depuis l'arrivée au pouvoir du Général-Major Evariste Ndayishimiye. Depuis la Revue 002 du 30 novembre 2020, la situation socio-politique a continué à se détériorer. En particulier, ce numéro passe en revue les questions relatives à:

- Décès de l'ancien Président de la République du Burundi, S.E. Monsieur Pierre Buyoya et la position confuse du Gouvernement;
- Crimes et violations de l'homme qui s'accroissent et l'inaction du Gouvernement;
- Rapport biaisé de la Commission Vérité et Réconciliation;
- Laxisme du Gouvernement face à la pandémie de la COVID-19;
- Situation déplorable des entreprises publiques;
- L'unité et la cohésion des Burundi lourdement mises à l'épreuve.



Pierre Claver Ndayicariye, président de la CVR. Selon lui, le gouvernement de Micombero aurait organisé le génocide des Hutus en avril-mai 1972. Les rares victimes Tutsies n'auraient été que des victimes collatérales

Vérité et réconciliation ou réécriture de l'histoire ?

AMB. THARCISSE NTAKIBIRORA

Le Burundi continue de vivre au rythme du génocide à petit feu : On observe une série d'attentats sur les routes dans les régions peuplées principalement par les Tutsis. Des incidents d'attaques vicieuses le long des axes routiers se sont produits à Majombe (Jenda), Mugamba (Bururi), Buhiga (Kayanza), Nyanza Lac et Rumonge. Toute une famille d'un démobilisé a été froidement assassinée à Karuzi, et silence radio de la part des autorités qui nous gouvernent, un peu comme si cela était normal. Pour notre part, cette triste cohorte de morts et de blessés souligne la mauvaise gouvernance du gouvernement Ndayishimiye et son incapacité à assurer la paix et la sécurité des citoyens.

Voilà pourquoi sur des centaines de fosses communes visitées par la CVR, les membres de cette Commission n'auraient exhumé que des restes de victimes de l'ethnie Hutue. Pas de trace des restes de victimes Tutsies. Face à cette conscience volontairement anesthésiée, nous attendons la révélation de la science utilisée pour déterminer que les restes humains manipulés par ces thuriféraires du régime CNDD-FDD étaient Hutues et non Tutsies. Même dans la province natale Karuzi de Pierre Claver Ndayicariye qui a été dévastée par le génocide des Tutsis, constaté par la Commission internationale d'enquête de l'ONU (S/1996/682), tous les restes humains exhumés sont de la seule ethnie hutue. Comme l'a souligné Monsieur Chauvineau Mugwengezo, rescapé Tutsi, ce rapport biaisé, dénué du moindre sens d'Ubuntu, n'a d'autre motif que d'agiter la carte ethnique, avec pour objectif d'attiser la haine raciale. De son côté, Me Isidore Rufyikiri, Président du Morena a

MAP

Ce climat d'incertitude vient d'être aggravé par le Rapport annuel du Président de la Commission Vérité et Réconciliation, Pierre Claver Ndayicariye, qui a été présenté au Parlement le 8 janvier 2021. Selon lui, le gouvernement de Micombero aurait organisé le génocide des Hutus en avril-mai 1972. Les rares victimes Tutsies n'auraient été que des victimes collatérales.

Voilà pourquoi sur des centaines de fosses communes visitées par la CVR, les membres de cette Commission n'auraient exhumé que des restes de victimes de l'ethnie Hutue. Pas de trace des restes de victimes Tutsies.

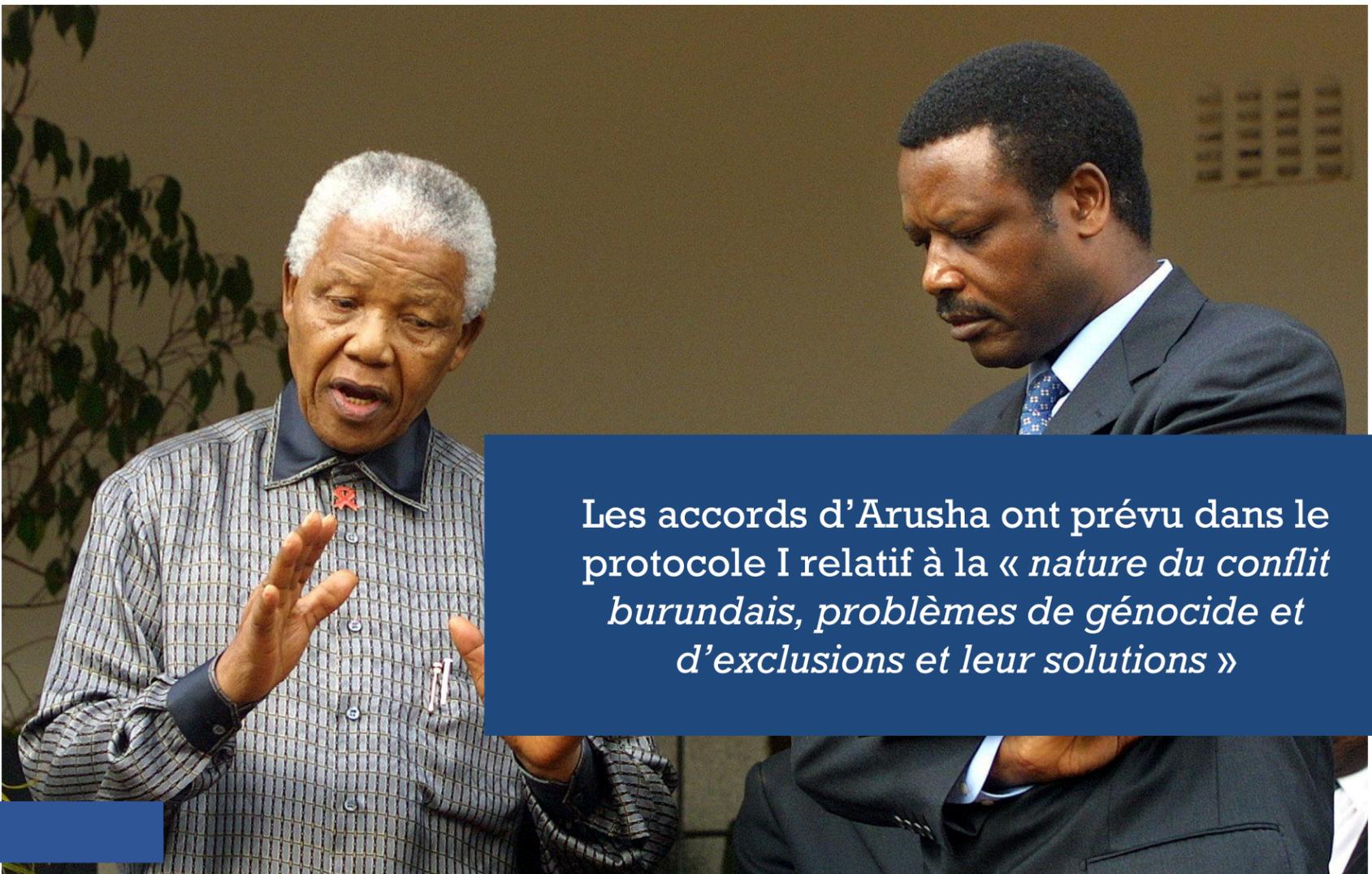
fustigé cette détestable manipulation des faits pour la consommation populiste du CNDD-FDD. Il a indiqué que dès que le pays aura retrouvé l'état de droit, la vérité sera réhabilitée : tout a commencé avec un début de génocide des Tutsis par un groupe de rebelles Hutus, suivi, hélas, par une sanglante répression qui a emporté un grand nombre de Hutus.

DEVISE DU MOUVEMENT MAP BURUNDI-BUHIRE

**PAIX
AMAHHORO**

**JUSTICE
INTAHE**

**PROSPERITE
ITERAMBERE**



Les accords d'Arusha ont prévu dans le protocole I relatif à la « *nature du conflit burundais, problèmes de génocide et d'exclusions et leur solutions* »

L'ancien président Pierre Buyoya s'entretient avec le président Nelson Mandela dans son bureau à Johannesburg. C'était le 05 mai 2001

17 décembre 2020, l'ancien Président de la République du Burundi, S.E. Monsieur Pierre Buyoya, deux fois à la tête du pays, en 1987 et 1996, décédait en France, de manière inopinée.

Le monde entier a été choqué de ce décès et beaucoup de leaders politiques ont envoyé des messages de condoléances, tout en reconnaissant l'œuvre de cet homme d'État dans son pays, le Burundi, pour rebâtir l'unité des Burundi, relancer la démocratie et la paix, mais également, en Afrique, où Feu

l'Envoyé Spécial de l'Union Africaine pour le Mali et le Sahel depuis 8 ans.

Les Burundais ont été surpris de constater que le pouvoir de Gitega n'a, ni envoyé de message de condoléances à la famille de Feu Buyoya, ni aux Burundais, pour cette perte.

La justification donnée par le Président Ndayishimiye a été des plus surprenantes. Feu Président Buyoya a été inhumé au Mali, où il résidait avant son décès.

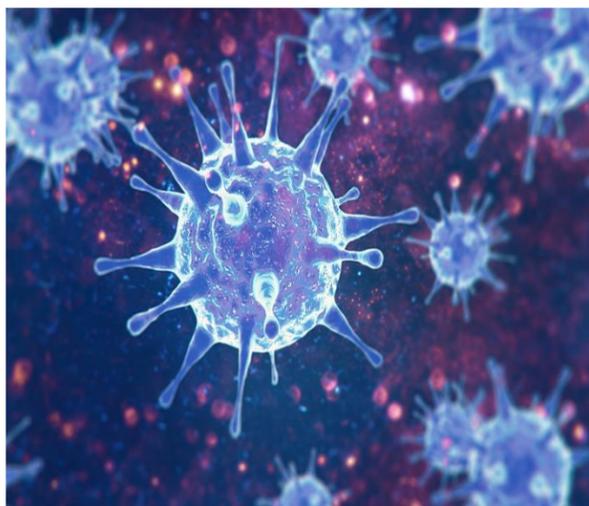
SECURITE SANITAIRE

Une gestion politisée de la pandémie de la covid-19

Les conséquences sanitaires et économiques du laxisme du Gouvernement par rapport à cette pandémie sont incalculables

DES AUTORITES QUI NE RESPECTENT PAS LES MESURES BARRIERES

Depuis mars 2019, MAP-BURUNDI BUHIRE n'a pas cessé de critiquer le laxisme des autorités burundaises face à la pandémie COVID-19 qui assaille le monde entier. Nous avons entendu des messages tendant à faire croire que le Burundi est sous une protection spéciale de Dieu. Les citoyens burundais ont été délaissés sans protection, et ils n'ont pas été encadrés pour adopter les mesures de protection et de distanciation sociale, afin de limiter la propagation du dangereux virus.



Il a fallu l'arrivée au pouvoir du Président Ndayishimiye pour voir le gouvernement prendre l'affaire au sérieux, et une timide campagne de sensibilisation commencer. Le 11 janvier 2021, le gouvernement a constaté une recrudescence de cas positifs (177 sur 5398 testés), et a décidé la fermeture des frontières terrestres et lacustre, laissant curieusement l'aéroport international Melchior Ndadaye ouvert au trafic, avec tous les risques que ce choix représente.



La quarantaine obligatoire des passagers entrants a été réduite à 7 jours, alors que l'OMS recommande une quarantaine de 14 jours. Des autorités comme l'Ombudsman du Burundi et des hommes d'affaires comme le Gérant de l'Hôtel Club du Lac Tanganyika ont poussé l'outrecuidance jusqu'à fouler au pied les instructions gouvernementales concernant ladite quarantaine, et aucune sanction n'a suivi leur désinvolte violation des règlements en la matière.



Des mesures restrictives viennent, enfin, d'être décrétées par le Gouvernement, qui impliquent notamment des amendes a tout contrevenant. L'usage des masques commence à devenir obligatoire, seulement au niveau des ministères en Mairie de Bujumbura, des lieux publics et dans les transports en commun.

Trop peu et un peu trop tard. Des mesures plus strictes doivent être obligatoires partout, notamment, la suspension des grands rassemblements, telles les messes, les marchés, les meetings politiques, les croisades de prière, etc. Mais les conséquences sanitaires et économiques du laxisme du Gouvernement par rapport à cette pandémie sont incalculables.

REFONDATION

MAP-BURUNDI BUHIRE : Pour une refondation de la Nation et de l'Etat burundais

EMERY PACIFIQUE IGIRANEZA

(PRESIDENT DE MAP BURUNDI-BUHIRE)



Je tiens à vous remercier tous au nom de MAP-BURUNDI BUHIRE pour l'attention que vous portez toujours à nos activités.

En tant que mouvement politique ayant pour agenda la refondation de la Nation et l'Etat Burundais, nous comprenons bien que notre existence serait vaine sans communiquer régulièrement avec vous.

C'est dans cette perspective que nous avons jugé nécessaire de publier mensuellement notre lecture de la situation politique au Burundi et de proposer des solutions à de nombreuses situations insupportables que vous, les vôtres ou vos proches rencontrez dans le pays de Ntare Rugamba et Mwezi Gisabo.

Nous espérons et croyons que la communication sera l'un des moyens par lesquels nous nous rassemblerons en tant que nation et dirons NON aux régimes égocentriques qui n'ont aucun respect pour les personnes qu'ils sont censés protéger et autonomiser.

J'ai donc le privilège de vous présenter notre troisième numéro de la revue mensuelle.

Vos commentaires seront très appréciés.

MAP- BURUNDI BUHIRE

Le Burundi moderne et émergent, c'est toi, c'est moi. C'est toutes les filles et tous les fils, sans distinction aucune, tous ensemble, main dans la main, frères et sœurs, qui bâtiront un Burundi uni, pacifié, digne, prospère et moderne.

L'objectif final du MAP-BURUNDI BUHIRE est de doter le Burundi d'un nouvel ordre politique, axé sur une volonté citoyenne, sans distinction de parti politique, d'ethnie, de religion, de région, de niveau d'études, de rang social, de sexe, de carrière professionnelle.



Réverien Ndikuriyo, un des durs du régime vient d’être nommé secrétaire général du parti au pouvoir. Un signal fort qui montre la dominance de l’aile dure du parti de l’aigle

« Je sais que certaines personnes m’en veulent quand j’ai dit : ”Kora !” (Travaillez !), que je suis un criminel, que les jeunes Imbonerakure sont des milices. Mais qui disent cela ? Ce sont nos ennemis. Mais quand l’ennemi veut ta perte, il frappe là où ta force est concentrée. Qu’on laisse parler les gens ». A déclaré Réverien Ndikuriyo lors de sa prise de fonctions de secrétaire général du parti au pouvoir.

Une note de défaillance pour l’homme qui est connu pour ses discours incendiaires.

« L’exécution extrajudiciaire est la mise à mort d’une personne ou d’un groupe de personnes sur l’initiative d’un gouvernement ou de l’un de ses organes en ayant recours à la force publique. »

Des cas de torture et d’exécution extrajudiciaire par les services de l’état comme la police et les services de renseignement sont répertoriés un peu partout dans le pays. A cela s’ajoutent les abus de la population par la milice Imbonerakure.

L’impunité dont bénéficie les agents de la police et du service de renseignement et les miliciens Imbonerakure est preuve d’une culture et pratiques systémiques, tolérées et cordonnées aux plus hauts échelons de l’Etat.



Illustration d’une séance de torture par des éléments de police et Imbonerakure. Source : HRW



« Rendre coup pour coup, c’est propager la violence, rendre plus sombre encore une nuit déjà sans étoiles. Or les ténèbres ne peuvent se dissiper par elles-mêmes. C’est la lumière qui les chasse. De même la haine ne supprime pas la haine. Seul l’amour y parviendra. C’est là la beauté de la non-violence : libre d’entraves, elle brise les réactions en chaîne du mal. »

Martin Luther King

ECONOMIE

Une nouvelle stratégie mafieuse de ruiner les entreprises paraétatiques pour enfin les acquérir à vil prix

UNE NOUVELLE OLIGARCHIE QUI VEUT S'ACAPARRER DE TOUTE L'ECONOMIE NATIONALE?

Alors que l'économie du Burundi est à genoux, les discours et les décisions du Président de la République dénotent d'un manque de vision. En effet, le Président Ndayishimiye a surpris beaucoup de gens avec son annonce de la perspective de privatiser l'ONATEL et la REGIDESO. En ce qui concerne cette dernière, le même Président l'avait félicitée quelques semaines plus tôt, comme faisant partie du groupe des dix (10) entreprises qui avaient payé le plus d'impôts au fisc. À la surprise générale, le Président Ndayishimiye a accusé tout le personnel de la REGIDESO, du Directeur général au Planton, de détourner les recettes de l'entreprise et de précipiter cette dernière vers la banqueroute. Le Chef de l'État s'est gardé de signaler que son gouvernement est le plus gros débiteur qui ne paie pas ses factures, et qu'une bonne partie des

ressources de la REGIDESO ont été **ponctionnées** par le parti au pouvoir, mettant à mal la trésorerie de cette entreprise publique autrement très rentable observateurs attentifs perçoivent une nouvelle opération mafieuse des rapaces au pouvoir d'acquiescer ces institutions à vil prix, comme le CO-TEBU, le Port de Bujumbura et les SO-GESTAL, manipuler les prix à la hausse et ce sont les citoyens qui vont encaisser. L'eau et l'électricité sont des produits stratégiques respectivement pour la vie des citoyens et pour le développement du pays, et l'État a la responsabilité d'assurer ces services à la population. Il serait mal inspiré de laisser ces produits entre les mains des spéculateurs en tous genres. Le manque de mesure, de recul et de pondération de la part du Chef de l'État est en tous points regrettable.



POLITIQUE

Une opposition servile

Le CNDD-FDD s'est érigé en parti unique

Le 6 janvier 2021, le Chef de l'État a offert aux Présidents des formations politiques une réception au Palais Ntare Rushatsi à l'occasion de l'échange des vœux du Nouvel An. Les politiciens de l'Opposition ont étalé au grand jour leur sévère degré de servilité et de soumission envers le Président Ndayishimiye. Au lieu de faire une révérence, geste qui consiste à baisser légèrement la tête devant une autorité, puis de revenir à sa posture normale, nos politiciens ont rivalisé d'ardeur pour s'affaisser vers le sol, dans des courbettes aussi peu gracieuses que pénibles pour la colonne vertébrale. Les agents du Protocole d'État ont vraiment besoin de stage pour apprendre les bonnes manières qui doivent caractériser une institution solennelle comme le Palais présidentiel. Cela a aussi contribué à ternir l'image.

« Le pluralisme des courants d'idées et d'opinions constitue le fondement de la démocratie »

La bonne nouvelle est que le Chef de l'État s'est rendu compte que les membres de l'opposition ne sont pas des ennemis du peuple, et il s'est déclaré désireux de recevoir leurs critiques constructives, afin de corriger les erreurs relevées. Il n'y a pas lieu de pavoiser, attendons voir la suite, car le Général Ndayishimiye a l'habitude de souffler le chaud et le froid. Pour rappel, MAP-BURUNDI BUHIRE en tant que mouvement politique citoyen, responsable et constructif lui a déjà adressé deux correspondances reprenant quelques conseils et pistes de solutions à la crise sécuritaire, socio-politico-économique. Nous attendons la concrétisation de l'entière de nos recommandations notamment la libération de tous les prisonniers politiques.

JUSTICE

Un état prédateur qui fait de plus en plus recours aux exécutions extra-judiciaires

DES CIVILS EN DETENTION CONTINUENT D'ETRE EXECUTE PAR LA POLICE ET LE FAMEUX SNR

Des meurtres et exécutions extra-judiciaires qui passent inaperçus, mais qui finissent par hanter nos consciences. Depuis octobre 2015, nous en dénombrons une dizaine, et voilà que la liste s'allonge. Thierry Kubwimana est la plus récente victime de ce qui paraît être un plan mafieux de se débarrasser de certains acteurs économiques d'une certaine ethnie. Le grand hiatus dans ce dernier cas, est que les mafieux montent le crime pour le mettre sur Christa Kaneza, la veuve de la victime, qui vient à peine d'atteindre la majorité, et qui allaite un bébé de deux mois. Christa Kaneza a été incarcérée en contravention des dispositions du Code Pénal qui interdit d'interner une maman qui allaite un bébé de moins de six mois.

La récente nomination de Réverien Ndikuriyo, comme Secrétaire Général du Parti CNDD-FDD n'augure rien de bon. Souvenez-vous que ce Monsieur avait lancé sur la voix des ondes un appel au meurtre d'un certain "Kaburimbo" au prix de 5 millions de Francs Burundais. La victime a été abattue. Malgré cette incitation au meurtre, la justice n'a rien fait. Ce criminel non appréhendé se retrouve aujourd'hui à la tête du Parti au pouvoir et des tristement célèbres milices Imbonerakure. Si nous ne crions pas fort pour arrêter la dérive, bonjour les dégâts!

La récente exécution extra-judiciaire à Burambi de Deo Niyongabo et de Protais Niyungeko, des ex-FAB ainsi que celle d'Égide Sindayigaye un sexagénaire et frère de Deo Niyongabo sont un signe d'un régime prédateur qui préfère l'arbitraire à l'état de droit.



Réverien Ndikuriyo connu dans des dossiers d'exécutions extra-judiciaires est désormais le secrétaire général du parti au pouvoir, le CNDD-FDD

COHESION SOCIALE

Une unité nationale de plus en plus mise en question par le pouvoir issu du CNDD-FDD

LE POUVOIR DE GITEGA TOURNE LE DOS CONTRE PIERRE BUYOYA, CONCEPTEUR DE LA CHARTE DE L'UNITE NATIONALE

Tous les incidents relevés ci-haut, et d'autres, mettent en péril l'unité et la cohésion des Burundi, que Feu président Buyoya avait essayé de restaurer depuis 1987. Le 5 février 2021, les burundais commémoreront le 30ème anniversaire de l'adoption de la Charte de l'Unité Nationale. Cette Charte avait permis aux Burundais de retrouver l'espoir du vivre-ensemble

entre communautés Hutu et Tutsi. Depuis la prise de pouvoir par le Président Ndayishimiye, avec les messages divisionnistes, l'identification ethnique des fonctionnaires, les crimes et massacres visant essentiellement les populations de l'ethnie Tutsi, l'épuration ethnique dans les services de l'administration et de l'armée, l'unité nationale est mise à rude épreuve. Les Hutus du CNL sont aussi malmenés. Est-il encore possible de sauver l'unité et la cohésion sociale entre les Burundais? C'est le thème de la prochaine conférence internationale que MAP-BURUNDI BUHIRE compte organiser le 6 février 2021.

Une campagne de séduction envers l'opinion internationale

Le 28 janvier 2021, le Chef de l'État a ajouté une autre touche à sa campagne de séduction envers l'opinion internationale, lorsqu'il a instruit le Président du Conseil National de la Communication de prendre attache avec les dirigeants des médias bannis d'opérer au Burundi depuis mai 2015, ou sanctionnés, de reprendre leurs activités. Cela donne l'impression aux partenaires bilatéraux et multilatéraux que le pouvoir déverrouille les espaces politique et médiatique, mais c'est un leurre, car aucune mesure n'est prise pour annuler les mandats d'arrêt internationaux qui frappent ces dirigeants en exil. Beaucoup de journalistes et d'opérateurs politiques croupissent encore en prison

Des meurtres et exécutions extra-judiciaires qui passent inaperçus, mais qui finissent par hanter nos consciences. Depuis octobre 2015, nous en dénombrons plusieurs, et voilà que la liste s'allonge. Thierry Kubwimana est la plus récente victime de ce qui paraît être un plan mafieux de se débarrasser de certains acteurs économiques d'une certaine ethnie. Le grand hiatus dans ce dernier cas, est que les mafieux montent le crime pour le mettre sur Christa Kaneza, la veuve de la victime, qui vient à peine d'atteindre la majorité, et qui allaite un bébé de deux mois. Christa Kaneza a été incarcérée en contravention des dispositions du Code Pénal qui interdit d'interner une maman qui allaite un bébé de moins de six mois.

VOS COMMENTAIRES

MAP-BURUNDI BUHIRE continuera à vous informer de la situation sécuritaire et socio-politico économique du Burundi et serait reconnaissant aux lecteurs pour tout commentaire.



CONTACTEZ-NOUS

Liberat Ntibashirakandi

Porte-Parole de MAP- Burundi Buhire
liberat.ntibashirakandi@map-burundi.org